

25 juillet 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

INTERVENTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE SUR LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE.

Si j'essaie de sérier la stratégie qu'on peut mettre en place, d'abord, il y a l'action qu'on va intensifier ici avec l'AFD, l'IFREMER, l'IRD, l'ensemble des acteurs de recherche, l'ADEME étant aussi partie prenante, pour modéliser, anticiper et mieux connaître. L'occasion de ce déplacement annonce aussi des financements supplémentaires.

On va conforter des instruments de recherche et d'installation de l'IFREMER ici. L'IRD est déjà présente et très installée, mais l'Agence française de développement va accroître son exposition sur ces projets pour, comme l'a dit Monsieur RIOU à l'instant, mieux connaître, mieux anticiper et mieux que ne le font aucun système. Ensuite, on va inscrire cette stratégie de manière régionale. Je pense que c'est l'intérêt de la Nouvelle-Calédonie et de toute la région, parce que c'est la cohérence, pour à la fois avoir des instruments de mesure, de recherche, de modélisation, pour pouvoir anticiper à un, deux, cinq, dix ans les phénomènes, et pour aussi mieux utiliser les compétences, le savoir-faire des peuples autochtones en lien avec ce qu'on veut faire sur la protection de la biodiversité et les conséquences du réchauffement climatique. Ça, ce sont les initiatives que nous avons déjà lancées sur lesquelles on va accroître notre financement.

Après, il y a l'accompagnement. On a une situation transitoire où on a déjà les conséquences de ce qu'on avait insuffisamment anticipé, et on va essayer de rattraper un peu les choses. Mais on sait que les années à venir, on va avoir un accompagnement de familles importantes, et on va ensuite pouvoir de mieux en mieux anticiper. Là-dessus, il y a en effet la DRAAF qui est un instrument qu'on va mobiliser à cette fin, vous l'avez dit. Je suis prêt moi à ce qu'on y mette aussi du financement, plus les expertises, le commissariat l'a évoqué, qui sont déjà connues en soutien des collectivités.

Après, je pense que dans le cadre du chemin futur et du projet à venir, je suis prêt à ce que l'Etat prenne aussi un engagement vis-à-vis de vous. Mais il faut que ça soit l'objet d'un consensus entre les maires, les provinces, le Gouvernement et puis les autorités coutumières, c'est qu'en quelque sorte, c'est quasiment du régalien, ce qu'on se dit là. C'est-à-dire que ce sont les éléments qui viennent dévorer une partie des terres. L'impact est tel, les conséquences sont telles, qu'il faut peut-être se doter d'un instrument exceptionnel y compris en termes financiers et de se dire, comme l'Etat l'est sur le plan militaire pour défendre le territoire, il va l'être pour accompagner.

Alors ça ne se substitue pas à tout le travail coutumier, aux discussions entre tribus, entre clans que vous avez évoqués, mais c'est un nouveau chantier un peu exceptionnel. Si on le fait en anticipation et en concertation dans le cadre de ce projet, en tout cas, j'y suis prêt. Parce que je pense que nous savons que l'Océanie est un des territoires qui est les plus exposés à la vulnérabilité climatique. On ne peut pas dire, nous sommes là, nous sommes présents et ne pas en tirer, nous, les conséquences. On va le faire avec la région, mais on va le faire aussi pour nous-mêmes avec vous toutes et tous. On ouvre un nouveau chapitre et on va engager de nouvelles choses, mais ça doit se faire dans la concertation et le respect. Et vous aider à accélérer. En tout cas, à court terme, on fera l'ingénierie et la DRAAF.

Merci beaucoup en tout cas. Et merci aux organismes de recherche déjà présents qui font beaucoup.